

Le Journal des Finances - Semaine du 9 mai 2009



En aucun cas les lecteurs ne peuvent penser que leurs placements doivent être déterminés par le lieu géographique où ils vivent

Il y a crise et crise

Par Charles Gave *

● Les médias sont de curieuses créatures dont on a l'impression parfois qu'elles ont du mal à traiter les informations complexes. Il y a deux mois, la seule hypothèse retenue était celle de la déflation/dépression. Pour la dixième fois au moins dans ma carrière, « on » m'expliquait que la crise actuelle était la pire de l'histoire du capitalisme depuis 1929 et que l'on n'avait encore rien vu.

Il fallait « refonder » le capitalisme, et le pouvoir politique allait s'en occuper. Ce qui était loin de me rassurer, compte tenu de l'histoire des succès étatiques, en particulier dans le contrôle des banques, responsables à 100 % de la crise actuelle.

Comme l'a très bien expliqué Schumpeter, les crises et le capitalisme sont consubstantiels. Ce processus où l'économie se purge de façon récurrente et brutale, Schumpeter l'avait appelé la « *création destructrice* ». C'est par son intermédiaire que le capital passe des mains incompetentes vers des mains plus compétentes. C'est par lui que les inventions nouvelles détruisent des secteurs entiers, en donnant le jour en même temps à de nouvelles activités que personne n'avait imaginées même quelques années auparavant (songez à Google détruisant les encyclopédies.)

Nous étions donc tout simplement en pleine période de destruction créatrice.

Ce que refusaient de voir les commentateurs, une fois de plus, c'est que toutes ces périodes de destruction sont aussi des périodes de création. Chaque fois, ce qui me surprend le plus, c'est la sensation de scandale insupportable que la destruction, quelle qu'elle soit, semble véhiculer pour nos élites intellectuelles, qui, dans le fond, sont profondément conservatrices.

Elles aimeraient un monde qui ne bouge pas. Ce monde, elles l'avaient créé avec l'URSS. On a vu le résultat. Une fois pour toutes, il faut comprendre que refuser la destruction c'est refuser la création, c'est favoriser le passé au détriment du futur.

Nous venons d'avoir l'une des plus belles périodes de destruction qu'il m'ait été donné de voir. Ce n'est pas là-dessus que lecteur doit réfléchir. Ce qui a été détruit est de l'ordre du passé. Il faut réfléchir en regardant devant, et non pas derrière.

Brandeis, l'un des plus grands historiens que la France ait connu, faisait souvent remarquer que les crises financières se produisaient principalement quand le centre de gravité du pouvoir économique se déplaçait géographiquement. S'il passait de l'Italie à Amsterdam, crise. S'il passait d'Amsterdam à Londres, re-crise, de l'Angleterre aux Etats-Unis, crise à nouveau.

Très probablement, ce que nous vivons marque le passage du pouvoir économique de l'Atlantique au Pacifique.

Rien de bien inquiétant là-dedans. Il faut simplement que la structure des portefeuilles des lecteurs s'adapte à cette nouvelle réalité.

Il faut sortir des pays musées et qui veulent maintenir à tout prix les avantages acquis, pour investir dans les pays qui regardent plus vers l'avenir que vers le passé.

Grâce à la technologie moderne, cela est plus facile aujourd'hui qu'à n'importe quelle autre époque. On peut tout à fait vivre à Paris, investir dans la zone Pacifique et surveiller ses placements tous les jours sur Google ou Bloomberg.

C'est notre recommandation du jour : en aucun cas les lecteurs du *Journal des Finances* ne doivent croire que leurs placements doivent être déterminés par le lieu géographique où ils vivent. Que le lecteur se libère une fois pour toutes de tout déterminisme, qu'il ignore les avantages fiscaux qu'il finira par payer très cher, et tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes.

*charlesgave@gmail.com